

Edito | Humeurs d'été: un merci et un "Bloc Notes" à méditer

527 553: un nombre, fruit de l'addition de celles et ceux qui ont fait le geste de venir à la rencontre des articles que nous avons publiés en ce mois de juillet qui touche à sa fin. Des pages vues et/ou lues et une manière d'encouragement pour une équipe modeste, elle, en nombre, mais qui partage une certaine idée de l'information, à un moment de notre histoire collective où il est tellement plus facile de vomir sur le médias et de se réfugier sur les réseaux sociaux pour déverser sa haine. Et asséner sa propre vérité. Merci donc à ceux qui nous font confiance et savent qu'ils pourront, dans la mesure de nos moyens, trouver une oreille attentive à leur parole, leur écrit, leur initiative. Aqui.fr se veut, à sa façon, défenseur du pluralisme, du débat social mais aussi des réussites. Il s'y efforce depuis dix ans et a besoin de votre soutien (1) pour espérer développer son audience dans cette Nouvelle Aquitaine où on accueille ses journalistes avec intérêt comme ce fût le cas il y a peu à Poitiers.

En ces heures où les grands médias pointent la chute de popularité d'Emmanuel Macron et la compare à celle de Jacques Chirac, nouvel élu en 1995, je ne résiste pas à vous faire partager ces lignes, extraites du Bloc Notes de François Mauriac, en date du 1^{er} septembre 1954... donc bien avant le retour au pouvoir de l'homme qu'il a défendu jusqu'à son dernier souffle, le général De Gaulle.

"Rien n'est plus dans notre monde à l'échelle humaine. Cela apparaît d'abord dans ce qui est exigé d'un chef de gouvernement et qui fait de lui un de ces monstrueux joueurs d'échecs menant à la fois plusieurs parties. Mais chaque partie ici engage l'histoire de la nation et celle du monde... il n'est que d'imaginer les plus illustres des hommes d'Etat du passé, condamnés à ce rythme fou, pour comprendre qu'à la racine de tous nos malheurs se trouve ce suprême malheur de notre époque: l'inhumanité. Si Richelieu ou Talleyrand avaient dû, dans la même journée, soutenir à Bruxelles un débat écrasant avec des partenaires étrangers ayant partie liée contre lui, ravitaillés de renseignements et d'arguments par des parlementaires français, s'ils avaient dû, le même jour se rendre à Londres pour tâter le gouvernement anglais, se retrouver le soir dans l'Orne auprès du chef de l'Etat, débarquer le lendemain matin à Paris où les eussent attendus, armées d'objections, hérissées d'arguments contradictoires, toutes les commissions de l'Assemblée nationale réunie en séance plénière, ces grands hommes n'auraient plus été que de pauvres hommes à bout de souffle et demandant grâce. Les progrès de la technique ont transformé notre vie en un film accéléré - mais qu'il dépend encore de nous de régler quand c'est notre vie personnelle qui se trouve en jeu. En revanche, ce pouvoir échappe au président du Conseil parce qu'il n'a plus d'existence privée et que l'accélération du film politique obéit à des lois qui le dominent et qui ne dépendent pas de lui. Nous nous plaignons que notre époque soit dans tous les ordres si pauvre en hommes, sans nous aviser que nous les détruisons à mesure qu'ils se manifestent; quel remède à cela? D'abord la division du travail. C'est une accablante nécessité que le président du Conseil soit aussi ministre des Affaires étrangères et que les Premiers ministres eux-mêmes courent le monde au lieu de donner des directives à leurs ambassadeurs respectifs dont c'est le métier que de négocier et que d'ailleurs le téléphone maintient en contact avec leur chef."

Cet article d'un journaliste et écrivain dont l'auteur de ces lignes retrouve régulièrement la lecture du Bloc Notes, avec un bonheur égal, renvoie à une époque - un peu d'histoire - où la IV^e république avait un président du Conseil au lieu de l'actuel premier ministre et où le président de la république, élu par les chambres, n'avait pas le pouvoir que lui conféra la V^e. En l'occurrence, la période qu'évoque François Mauriac est celle où Pierre Mendès-France était le chef du gouvernement cumulant, ce moment-là, le ministère des Affaires étrangères. Un cabinet qui ne dura que quelques mois mais lorsque l'on sait la considération mutuelle que Mendès et de Gaulle se portaient on mesure la désolation du témoin de l'époque face à la mission impossible dans laquelle Mendès, le décolonisateur, était engagé..

On se gardera, bien sûr, de tout parallèle excessif avec le tandem de l'exécutif - Macron, Philippe - qui préside aujourd'hui aux destinées du pays mais certaines vérités de 1954 ont la vie dure. Et s'il s'agit de réformer la France, sans doute faudrait-il bien peser les faits et gestes, ménager l'usage des bouts de paroles aux effets destructeurs, juguler les bavardages intempestifs de telle députée qui mettent à cran les étudiants, éviter de se contredire... et surtout laisser au premier ministre le soin de gouverner le navire.

1. CF "J'aime l'Info"



Joël Aubert

Crédit Photo :

Publié sur aqui.fr le 30/07/2017

[Url de cet article](#)